

## **Motion au sujet de la fermeture prochaine du CIO de Saint Jean de Maurienne**

Il semblerait que le rectorat de Grenoble ait pris la décision de déménager le CIO de Saint Jean de Maurienne. Même si l'information n'est pas officielle, nous voulions réagir pour exprimer notre inquiétude et aussi notre soutien à nos collègues impactées par cette décision brutale.

Ce déplacement et, à plus ou moins long termes cette fermeture, aura des conséquences directes pour les familles de Maurienne ! Les élèves seront moins bien informés car ne soyons pas naïfs, de nombreuses familles ne pourront pas se déplacer à Albertville. Il s'agit tout simplement de la disparition (encore un) d'un service public de proximité.

Nous sommes très inquiets des conséquences sur les élèves et leurs familles. Ainsi, comment le public pourra être reçu et dans quelles conditions ? Qui recevra les familles des enfants et adolescent·es EANA ? Qui recevra les élèves décrocheurs qui ne veulent plus venir dans leur établissement ?

Dans quelles conditions de travail vont se retrouver les collègues ? Que deviendront les personnels administratifs dont le travail est totalement invisibilisé par l'administration ? Comment faire comprendre que les psychologues ne travaillent pas dans des openspace ? Comment assurer efficacement et sans s'épuiser leurs missions d'échanges et de partenariat avec les autres institutions chargées de l'accompagnement des jeunes (CMPP, services de pédopsychiatrie, PJJ , éducateurs de prévention , services sociaux) ou en lien avec l'insertion professionnelle ?

Ces impensés ne peuvent que se retourner contre les PsyEN à qui l'administration continuera de demander l'exercice de leurs missions malgré ces conditions inacceptables.

**Nous soutenons avec force notre collègue PsyEN et la secrétaire touchées par cette décision.**

Un 8e rapport de l'Inspection Générale sur les services d'orientation est en cours.

Au vu des visites et des échanges avec les inspecteurs généraux dans les CIO, nul doute que la logique des économies de bout de chandelles ne soit encore à l'honneur au risque d'éliminer le seul service public gratuit de proximité, consacré aux conseils sur la scolarité, à l'accompagnement des adolescent·es dans leur développement et leur orientation.

Les régions réclament toutes les compétences sur l'orientation. Cette nouvelle offensive contre les CIO signifie-t-elle que le Ministère de l'Éducation nationale a cédé face à leurs exigences ?